

Rapport financier

Exercice terminé le 31 décembre 2020

ATTESTATION DU TRÉSORIER OU DU SECRÉTAIRE-TRÉSORIER SUR LE RAPPORT FINANCIER

Aux membres du conseil,

Je soussigné(e), Carl Pelletier, atteste la véracité du Rapport financier de Municipalité de Beaumont pour l'exercice terminé le 31 décembre 2020.

Signature _____ Date 7 juin 2021

Table des matières

États financiers audités

Rapport de l'auditeur indépendant ou des auditeurs indépendants	1
État des résultats	4
État de la situation financière	5
État de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette)	6
État des flux de trésorerie	7
Notes complémentaires aux états financiers	8
Renseignements complémentaires	
Résultats détaillés	20
Excédent (déficit) de fonctionnement à des fins fiscales	21
Excédent (déficit) d'investissement à des fins fiscales	22
Charges par objets	23
Excédent (déficit) accumulé	24
Avantages sociaux futurs	28

Renseignements financiers non audités

Analyse des revenus	35
Analyse des charges	47

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Aux membres du conseil de la Municipalité de Beaumont,

Opinion

Nous avons effectué l'audit des états financiers de la Municipalité de Beaumont (l' «entité »), qui comprennent l'état de la situation financière au 31 décembre 2020 et les états des résultats, de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) et des flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, ainsi que les notes complémentaires, y compris le résumé des principales méthodes comptables.

À notre avis, les états financiers ci-joints donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de la Municipalité au 31 décembre 2020, ainsi que des résultats de ses activités, de la variation de ses actifs financiers nets (sa dette nette) et de ses flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Fondement de l'opinion

Nous avons effectué notre audit conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers » du présent rapport. Nous sommes indépendants de l'entité conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à notre audit des états financiers au Canada et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Observations - Informations financières établies à des fins fiscales

Nous attirons l'attention sur le fait que la Municipalité de Beaumont inclut dans ses états financiers certaines informations financières qui ne sont pas exigées selon les Normes comptables canadiennes pour le secteur public. Ces informations sont établies conformément au modèle prescrit par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation (MAMH) et présentées aux pages S17, S18 et S23 portent sur l'établissement de l'excédent (déficit) de l'exercice et la ventilation de l'excédent (déficit) accumulé à des fins fiscales. Notre opinion n'est pas modifiée à l'égard de ce point.

Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard des états financiers

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des états financiers conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Lors de la préparation des états financiers, c'est à la direction qu'il incombe

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

d'évaluer la capacité de l'entité à poursuivre son exploitation, de communiquer, le cas échéant, les questions relatives à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la direction a l'intention de liquider l'entité ou de cesser son activité ou si aucune autre solution réaliste ne s'offre à elle.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière de l'entité.

Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce qu'elles, individuellement ou collectivement, puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

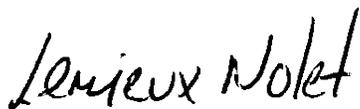
- nous identifions et évaluons les risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en oeuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;
- nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité;
- nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière;
- nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par la direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité de l'entité à poursuivre son exploitation. Si nous

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les états financiers au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport. Des événements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener l'entité à cesser son exploitation;

· nous évaluons la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des états financiers, y compris les informations fournies dans les notes complémentaires et apprécions si les états financiers représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle.

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.



LEMIEUX NOLET S.E.N.C.R.L., Comptables professionnels agréés
CPA auditeur, CA , permis de comptabilité publique no A116115
Lévis (Québec), le 7 juin 2021

ÉTAT DES RÉSULTATS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

		Budget	Réalizations	
		2020	2020	2019
Revenus				
Taxes	1	3 670 216	3 753 253	3 507 904
Compensations tenant lieu de taxes	2	21 020	20 123	20 709
Quotes-parts	3			
Transferts	4	143 764	625 373	156 974
Services rendus	5	106 450	82 740	140 830
Imposition de droits	6	132 650	186 816	135 462
Amendes et pénalités	7	7 000	2 012	8 101
Revenus de placements de portefeuille	8			
Autres revenus d'intérêts	9	25 000	23 142	31 932
Autres revenus	10	139 828	10 464	23 776
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenariats commerciaux	11			
Effet net des opérations de restructuration	12			
	13	4 245 928	4 703 923	4 025 688
Charges				
Administration générale	14	859 154	854 663	827 934
Sécurité publique	15	523 736	563 755	531 238
Transport	16	787 070	916 476	880 017
Hygiène du milieu	17	645 264	840 277	774 316
Santé et bien-être	18	5 000	5 649	
Aménagement, urbanisme et développement	19	290 653	248 726	284 295
Loisirs et culture	20	676 833	708 163	660 260
Réseau d'électricité	21			
Frais de financement	22	187 493	180 165	193 937
Effet net des opérations de restructuration	23			
	24	3 975 203	4 317 874	4 151 997
Excédent (déficit) de l'exercice	25	270 725	386 049	(126 309)
Excédent (déficit) accumulé au début de l'exercice				
Solde déjà établi	26		15 824 850	15 951 159
Redressement aux exercices antérieurs (note 23)	27			
Solde redressé	28		15 824 850	15 951 159
Excédent (déficit) accumulé à la fin de l'exercice	29		16 210 899	15 824 850

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

Pour l'excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales, se référer aux renseignements complémentaires à la page S17.

ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE
AU 31 DÉCEMBRE 2020

		2020	2019
ACTIFS FINANCIERS			
Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 4)	1	705 961	539 648
Débiteurs (note 5)	2	2 338 198	2 527 712
Prêts (note 6)	3	11 189	11 189
Placements de portefeuille (note 7)	4	252 125	322 017
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	5		
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	6		
Autres actifs financiers (note 9)	7		
	8	3 307 473	3 400 566
PASSIFS			
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (note 4)	9		
Emprunts temporaires (note 10)	10	40 000	
Créditeurs et charges à payer (note 11)	11	465 038	354 861
Revenus reportés (note 12)	12	105 816	59 572
Dette à long terme (note 13)	13	6 599 362	6 893 060
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	14		
Autres passifs (note 14)	15		
	16	7 210 216	7 307 493
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE) (note 15)	17	(3 902 743)	(3 906 927)
ACTIFS NON FINANCIERS			
Immobilisations (note 16)	18	20 096 958	19 611 183
Propriétés destinées à la revente (note 17)	19		
Stocks de fournitures	20	15 646	15 646
Autres actifs non financiers (note 18)	21	1 038	104 948
	22	20 113 642	19 731 777
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ	23	16 210 899	15 824 850

Obligations contractuelles (note 19)
Droits contractuels (note 20)
Passifs éventuels (note 21)

Voir les notes afférentes aux états financiers, lesquelles avec les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

ÉTAT DE LA VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS (DE LA DETTE NETTE)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

		<u>Budget</u>	<u>Réalisations</u>	
		2020	2020	2019
Excédent (déficit) de l'exercice	1	270 725	386 049	(126 309)
Variation des immobilisations				
Acquisition	2 (	)	1 049 254)	(527 791)
Produit de cession	3			
Amortissement	4		563 479	561 657
(Gain) perte sur cession	5			
Réduction de valeur / Reclassement	6			
Transfert dans le cadre d'opérations de restructuration	7			
	8		(485 775)	33 866
Variation des propriétés destinées à la revente	9			
Variation des stocks de fournitures	10			
Variation des autres actifs non financiers	11		103 910	(103 763)
	12		103 910	(103 763)
Gains (pertes) de réévaluation nets de l'exercice	13			
Révision d'estimations comptables et autres ajustements	14			
Variation des actifs financiers nets (ou de la dette nette)	15	270 725	4 184	(196 206)
Actifs financiers nets (dette nette) au début de l'exercice				
Solde déjà établi	16		(3 906 927)	(3 710 721)
Redressement aux exercices antérieurs (note 23)	17			
Reclassement de propriétés destinées à la revente	18			
Solde redressé	19		(3 906 927)	(3 710 721)
Actifs financiers nets (dette nette) à la fin de l'exercice	20		(3 902 743)	(3 906 927)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

ÉTAT DES FLUX DE TRÉSORERIE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

		2020	2019
Activités de fonctionnement			
Excédent (déficit) de l'exercice	1	386 049	(126 309)
Éléments sans effet sur la trésorerie			
Amortissement (note 16)	2	563 479	561 657
Autres			
▪	3		
▪	4		
	5	949 528	435 348
Variation nette des éléments hors caisse			
Débiteurs	6	189 514	852 292
Autres actifs financiers	7		(3 737)
Créditeurs et charges à payer / Autres passifs	8	110 177	(44 001)
Revenus reportés	9	46 244	19 393
Actif / passif au titre des avantages sociaux futurs	10		
Propriétés destinées à la revente	11		
Stocks de fournitures	12		
Autres actifs non financiers	13	103 910	(103 763)
	14	1 399 373	1 155 532
Activités d'investissement en immobilisations			
Acquisition	15	(1 049 254)	(527 791)
Produit de cession	16		
	17	(1 049 254)	(527 791)
Activités de placement			
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux			
Émission ou acquisition	18	()	()
Remboursement ou cession	19		
Autres placements de portefeuille			
Acquisition	20	(31 321)	(15 723)
Cession	21	101 213	140 064
	22	69 892	124 341
Activités de financement (note 4)			
Émission de dettes à long terme	23	314 500	
Remboursement de la dette à long terme	24	(616 655)	619 177
Variation nette des emprunts temporaires	25	40 000	
Variation nette des frais reportés liés à la dette à long terme	26	8 457	8 458
Autres			
▪	27		
▪	28		
	29	(253 698)	(610 719)
Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	30	166 313	141 363
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) au début de l'exercice			
Solde déjà établi	31	539 648	398 285
Redressement aux exercices antérieurs (note 23)	32		
Solde redressé	33	539 648	398 285
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice (note 4)	34	705 961	539 648

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

1. Statut de l'organisme municipal

La municipalité est une personne morale de droit public régie par le Code municipal du Québec.

2. Principales méthodes comptables

Les états financiers sont dressés conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public. L'utilisation de toute autre source de principes comptables généralement reconnus doit être cohérente avec ces normes.

Ils contiennent certaines informations financières établies à des fins fiscales conformément au *Manuel de la présentation de l'information financière municipale* publié par le ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire. Celles-ci comprennent l'excédent (déficit) de l'exercice à des fins fiscales présenté aux pages S17 et S18, la ventilation de l'excédent (déficit) accumulé à des fins fiscales présentée aux pages S23.

Les principales méthodes comptables sont les suivantes :

A) Périmètre comptable et partenariats

La Municipalité ne contrôle aucun organisme et ne participe à aucun partenariat.

a) Périmètre comptable

S.O.

b) Partenariats

S.O.

B) Comptabilité d'exercice

La comptabilisation des transactions s'effectue selon la méthode de comptabilité d'exercice. En vertu de cette méthode, les éléments de revenus, de charges, d'actifs et de passifs sont constatés au cours de l'exercice où ont lieu les faits et les transactions leur donnant lieu.

Les charges comprennent le coût des biens consommés et des services obtenus au cours de l'exercice et incluent l'amortissement annuel du coût des immobilisations.

C) Actifs

S.O.

a) Actifs financiers

Trésorerie et équivalents de trésorerie

La politique de la municipalité consiste à présenter dans la trésorerie et équivalents de la trésorerie les soldes bancaires dont les soldes fluctuent souvent entre le positif et le négatif.

De plus, les placements temporaires que l'entité ne peut utiliser pour les opérations courantes, en raison de restrictions quelconques ou parce qu'ils sont réservés à d'autres fins, ne sont pas inclus dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie.

Encaisse et placements affectés

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

Les placements sont comptabilisés au coût.

Prêts

Les prêts sont comptabilisés au moindre du coût et de la valeur de recouvrement nette.

b) Actifs non financiers

Stocks

Les stocks se composent de fournitures qui seront consommées dans le cours normal des opérations au cours des prochains exercices financiers. Ces stocks sont comptabilisés au moindre du coût et de la valeur de réalisation nette et sont établis selon la méthode de l'épuisement successif. La valeur de réalisation correspond au coût de remplacement.

Les éléments incorporels ne sont pas constatés comme actifs dans les états financiers.

Immobilisations

Les immobilisations sont comptabilisées au coût. Le coût comprend les frais financiers capitalisés pendant la période de construction ou d'amélioration. Les immobilisations en cours de construction ou d'amélioration ne font pas l'objet d'amortissement avant leur mise en service.

Les immobilisations acquises par donation ou pour une valeur symbolique sont comptabilisées à leur juste valeur au moment de leur acquisition, avec contrepartie aux revenus de l'exercice.

Les immobilisations sont amorties, à l'exception des terrains qui ne sont pas amortis, en fonction de leur durée de vie utile estimative selon la méthode de l'amortissement linéaire sur les périodes suivantes:

Infrastructures : 15, 20 et 40 ans

Bâtiments : 25 et 40 ans

Véhicules : 10 et 20 ans

Ameublement et équipement de bureau : 5 et 10 ans

Machinerie, outillage et équipement : 10 ans

Lorsque la conjoncture indique qu'une immobilisation corporelle ne contribue plus à la capacité de la municipalité de fournir des services, ou que la valeur des avantages économiques futurs qui se rattachent à l'immobilisation corporelle est inférieure à sa valeur comptable nette, le coût de l'immobilisation corporelle est réduit pour refléter sa baisse de valeur. Les moins-values nettes sur les immobilisations corporelles sont imputées aux résultats de l'exercice. Aucune reprise sur réduction de valeur n'est constatée.

D) Passifs

Revenus reportés

Les montants perçus à l'égard du Fonds parcs et terrains de jeux sont

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS **EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020**

comptabilisés à titre de revenus reportés et constatés comme revenu à l'état des résultats lors de leur utilisation aux fins prescrites par le fonds.

Les montants perçus à l'égard des redevances de carrières et sablières sont comptabilisés à titre de revenus reportés et constatés comme revenu à l'état des résultats lors de leur utilisation aux fins prévus.

Dettes à long terme

Les frais d'émission liés à la dette à long terme sont reportés et amortis sur la durée de chaque emprunt concerné selon la méthode linéaire. Le solde non amorti est inclus aux frais reportés liés à la dette à long terme. La dette à long terme est présentée nette de ces frais reportés à l'état de la situation financière.

E) Revenus

Constatation des revenus

Les taxes se rapportant à l'année visée sont constatées lorsqu'elles sont autorisées et que le fait imposable se produit, soit lors du dépôt des rôles de perception initial et spéciaux à la date d'avis public annonçant le dépôt de ces rôles.

Les compensations tenant lieu de taxes sont comptabilisées lorsqu'elles font l'objet d'une demande de paiement.

Les taxes et les compensations tenant lieu de taxes afférentes aux modifications des rôles d'évaluation sont comptabilisées lors de l'émission des certificats d'évaluateur.

Les revenus des services rendus sont constatés lorsque le service est fourni et qu'il donne lieu à une créance.

Les revenus de transfert sont constatés aux états financiers dans l'exercice au cours duquel surviennent les faits qui donnent lieu aux transferts, dans la mesure où ils ont été autorisés, les critères d'admissibilité ont été satisfaits et une estimation raisonnable des montants est possible.

Les amendes et pénalités se rapportant à l'année visée sont constatées lors de l'émission des contraventions.

F) Avantages sociaux futurs

Régimes de retraite à cotisations déterminées

La charge correspond aux cotisations versées par l'employeur.

Un passif est constaté dans les créditeurs et frais courus pour des cotisations dues non versées à la fin de l'exercice, de même que pour des cotisations à être versées dans les exercices subséquents relativement à des services déjà rendus.

Le régime de retraite des élus municipaux auquel participe la municipalité est

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

comptabilisé comme un régime de retraite à cotisations déterminées.

Le Régime enregistré d'épargne-retraite (REER) offert par la municipalité est comptabilisé comme un régime de retraite à cotisations déterminées.

G) Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir

Les dépenses constatées à taxer ou à pourvoir représentent le montant des charges, à l'exception de l'amortissement, de l'exercice courant et des exercices antérieurs dont la comptabilisation est exigée en vertu des normes comptables canadiennes pour le secteur public et à l'égard desquelles l'organisme municipal a choisi de reporter l'imposition de la taxation ou d'une quote-part dans les exercices futurs.

S'il y a lieu, ce montant est présenté au net du montant des charges dont la comptabilisation est reportée en vertu des normes comptables canadiennes pour le secteur public et à l'égard desquelles l'organisme municipal a choisi de devancer l'imposition de la taxation ou d'une quote-part dans les exercices futurs.

Ce montant est créé aux fins suivantes et amorti selon les durées indiquées ci-dessous par affectation aux activités de fonctionnement à des fins fiscales.

H) Instruments financiers

S.O.

I) Autres éléments

Utilisation d'estimations

La préparation des états financiers de la municipalité, conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, exige que la direction ait recours à des estimations et à des hypothèses. Celles-ci ont une incidence à l'égard de la comptabilisation des actifs et passifs, de la présentation des actifs et passifs éventuels à la date des états financiers ainsi que de la comptabilisation des revenus et des charges au cours de la période visée par les états financiers. Les résultats réels peuvent différer des prévisions établies par la direction.

La principale estimation concerne la durée de vie utile des immobilisations.

3. Modification de méthodes comptables

S.O.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

4. Trésorerie et équivalents de trésorerie

		2020	2019
La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont composés de :			
Fonds en caisse et dépôts à vue	1	165 044	42 626
Découvert bancaire	2 ()	(
Placements à court terme, liquides, exclus des placements de portefeuille	3	540 917	497 022
Autres éléments			
▪	4		
▪	5		
▪	6		
▪	7		
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice	8	705 961	539 648
Sommes affectées comprises dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie	9		
Remboursement de la dette à long terme inscrit dans les flux de trésorerie et ayant fait l'objet d'un refinancement au cours de l'exercice	10		

Note**5. Débiteurs**

		2020	2019
Taxes municipales	11	95 634	178 496
Taxes-certificats de vente pour défaut de paiement des taxes	12		
Gouvernement du Québec et ses entreprises	13	1 800 641	1 929 039
Gouvernement du Canada et ses entreprises	14	241 641	295 968
Organismes municipaux	15	55 359	39 848
Autres			
▪ Divers	16	133 072	72 510
▪ Compensation assurance	17	11 851	11 851
	18	2 338 198	2 527 712
Montants des débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme			
Gouvernement du Québec et ses entreprises	19	956 638	1 251 414
Organismes municipaux	20		
Autres tiers	21		
	22	956 638	1 251 414
Provision pour créances douteuses déduite des débiteurs	23		

Note**6. Prêts**

		2020	2019
Prêts à un office d'habitation	24	11 189	11 189
Prêts à un fonds d'investissement	25		
Autres			
▪	26		
▪	27		
	28	11 189	11 189
Provision pour moins-value déduite des prêts	29		

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

Note**7. Placements de portefeuille**

		2020	2019
Placements à titre d'investissement	30		
Autres placements	31	252 125	322 017
	32	252 125	322 017
Sommes affectées comprises dans les placements de portefeuille	33	92 246	322 017
Provision pour moins-value déduite des placements de portefeuille	34		

Note**8. Avantages sociaux futurs**

		2020	2019
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs			
Actif (passif) des régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite à prestations déterminées	35		
Actif (passif) des régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs à prestations déterminées	36		
	37		
Charge de l'exercice			
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite à prestations déterminées	38		
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs à prestations déterminées	39		
Régimes à cotisations déterminées	40		
Autres régimes (REER et autres)	41	47 176	40 832
Régimes de retraite des élus municipaux	42		
	43	47 176	40 832

Se référer à la section « Renseignements complémentaires » pour plus de détails.

Note**9. Autres actifs financiers**

		2020	2019
Propriétés destinées à la revente (note 17)	44		
Autres	45		
	46		

Note**10. Emprunts temporaires**

La municipalité bénéficie d'une marge de crédit de 400 000 \$ portant intérêts au taux préférentiel majoré de 0.50 %.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

11. Crédoiteurs et charges à payer

		2020	2019
Fournisseurs	47	312 876	226 367
Salaires et avantages sociaux	48	125 953	101 255
Dépôts et retenues de garantie	49		
Provision pour contestations d'évaluation	50		
Autres			
▪	51		
▪ Intérêts dette long terme	52	26 209	27 239
▪	53		
▪	54		
▪	55		
	56	465 038	354 861

Note**12. Revenus reportés**

		2020	2019
Taxes perçues d'avance	57	19 016	13 019
Fonds - Réfection et entretien de certaines voies publiques	58	41 662	36 146
Soutien à la compétence de développement local et régional des MRC du Fonds régions et ruralité - Volet 2	59		
Fonds parcs et terrains de jeux	60	22 426	10 407
Fonds de gestion et de mise en valeur du territoire	61		
Société québécoise d'assainissement des eaux	62		
Fonds de contributions à des travaux ou à des services municipaux	63		
Autres contributions des promoteurs	64		
Fonds de redevances réglementaires	65		
Soutien au rayonnement des régions du Fonds régions et ruralité - Volet 1	66		
Autres			
▪ Autres	67	22 712	
▪	68		
▪	69		
▪	70		
	71	105 816	59 572

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

13. Dette à long terme

	Taux d'intérêt		Échéance			2020	2019
	de	à	de	à			
Obligations et billets en monnaie canadienne	1,57	4,41	2021	2042	72	6 619 800	6 920 300
Obligations et billets en monnaies étrangères					73		
Gains (pertes) de change reportés					74		
					75		
Autres dettes à long terme							
Gouvernement du Québec et ses entreprises					76		1 655
Organismes municipaux					77		
Obligations découlant de contrats de location-acquisition					78		
Autres					79		
					80	6 619 800	6 921 955
Frais reportés liés à la dette à long terme					81	(20 438)	(28 895)
					82	6 599 362	6 893 060

Les versements estimatifs sur la dette à long terme pour les prochains exercices sont les suivants :

		Obligations et billets		Autres dettes à long terme		Total 2020
		Avec fonds d'amortissement	Sans fonds d'amortissement	Location-acquisition	Autres	
2021	83		649 600			649 600
2022	84		620 100			620 100
2023	85		638 600			638 600
2024	86		428 900			428 900
2025	87		442 500			442 500
2026 et plus	88		3 840 100			3 840 100
	89		6 619 800			6 619 800
Intérêts et frais accessoires	90					
	91		6 619 800			6 619 800

Note**14. Autres passifs**

	2020	2019
Activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	92	
Assainissement des sites contaminés	93	
Autres		
▪	94	
▪	95	
▪	96	
▪	97	
	98	

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

15. Actifs financiers nets (dette nette)

		2020	2019
Revenant à (à la charge de)			
L'organisme municipal	99	(3 902 743)	(3 906 927)
Tiers			
Gouvernement du Québec - revenus futurs découlant d'ententes	100 ())
Autres	101 ())
	102	(3 902 743)	(3 906 927)

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

16. Immobilisations

		Solde au début	Addition	Cession / Ajustement	Solde à la fin
COÛT					
Infrastructures					
Eau potable	103	12 592 716	2 820		12 595 536
Eaux usées	104	1 660 667			1 660 667
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	105	7 158 758	48 925		7 207 683
Autres					
▪ Autres	106	2 044 907	24 987		2 069 894
▪	107				
Réseau d'électricité	108				
Bâtiments	109	2 760 312	70 568		2 830 880
Améliorations locatives	110				
Véhicules	111	1 036 728			1 036 728
Ameublement et équipement de bureau	112	256 703	32 710		289 413
Machinerie, outillage et équipement divers	113	928 389	77 746		1 006 135
Terrains	114	301 529			301 529
Autres	115				
	116	28 740 709	257 756		28 998 465
Immobilisations en cours	117	191 407	791 498		982 905
	118	28 932 116	1 049 254		29 981 370
AMORTISSEMENT CUMULÉ					
Infrastructures					
Eau potable	119	3 794 441	171 219		3 965 660
Eaux usées	120	1 296 209	71 746		1 367 955
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	121	1 347 780	123 353		1 471 133
Autres					
▪ Autres	122	411 341	18 007		429 348
▪	123				
Réseau d'électricité	124				
Bâtiments	125	1 046 928	79 083		1 126 011
Améliorations locatives	126				
Véhicules	127	632 233	39 186		671 419
Ameublement et équipement de bureau	128	191 765	18 156		209 921
Machinerie, outillage et équipement divers	129	600 236	42 729		642 965
Autres	130				
	131	9 320 933	563 479		9 884 412
VALEUR COMPTABLE NETTE	132	19 611 183			20 096 958
Biens loués en vertu de contrats de location- acquisition inclus dans les immobilisations					
Coût	133				
Amortissement cumulé	134	()	()	()	()
Valeur comptable nette	135				

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

17. Propriétés destinées à la revente

	2020	2019
Immeubles de la réserve foncière	136	
Immeubles industriels municipaux	137	
Autres	138	
	139	
Présentées à titre d'autres actifs financiers (note 9)	140	
Présentées à titre d'actifs non financiers sous le poste « Propriétés destinées à la revente »	141	

Note**18. Autres actifs non financiers**

	2020	2019
Frais payés d'avance		
▪	142	1 038
▪	143	104 948
▪	144	
Autres		
▪	145	
▪	146	
	147	1 038
		104 948

Note**19. Obligations contractuelles**

a) En vertu d'une convention avec la Société d'habitation du Québec, celle-ci s'est engagée à participer jusqu'à concurrence de 90 % aux déficits d'exploitation de l'Office municipal d'habitation de Beaumont, intégré dans l'exercice à l'Office municipal d'habitation de la Plaine de Bellechasse. La Municipalité assumant la différence.

b) Les versements relatifs à un contrat de déneigement échéant le 15 mai 2025 totalisent 1 408 743 \$ et se répartissent comme suit : 2021 - 299 640 \$; 2021 - 299 640 \$; 2023 - 301 377 \$; 2024 - 304 851 \$ et 2025 - 203 235 \$.

c) La Municipalité s'est engagé pour l'acquisition d'une chargeuse pour une somme d'environ 204 466 \$ et pour l'acquisition d'une faucheuse pour une somme d'environ 36 741 \$.

20. Droits contractuels

Dans le cadre du programme de contribution TECQ 2019-23, les gouvernement du Québec et du Canada se sont engagés à verser une somme de 1 382 905 \$ à la municipalité pour des travaux admissibles. Les travaux doivent être exécutés avant le 31 décembre 2023. À la date des états financiers, une somme de 269 718 \$ a été comptabilisée à titre de revenu, ce qui laisse une somme de 1 113 187 \$ à constater d'ici le 31 décembre 2023.

21. Passifs éventuels

S.O.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

A) Cautionnements et garanties

Description	Montant initial des cautions	Solde des cautionnements	
		2020	2019
	148		

S.O.

B) Auto-assurance

S.O.

C) Poursuites

S.O.

D) Autres

S.O.

22. Actifs éventuels

S.O.

23. Redressement aux exercices antérieurs

S.O.

24. Données budgétaires

L'état des résultats et l'état de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) comportent une comparaison avec le budget adopté par l'organisme municipal.

25. Instruments financiers

S.O.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
RÉSULTATS DÉTAILLÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

		Budget 2020		Réalizations 2020		Total	Réalizations 2019
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement			
Revenus							
Fonctionnement							
Taxes	1	3 670 216	3 753 253			3 753 253	3 507 904
Compensations tenant lieu de taxes	2	21 020	20 123			20 123	20 709
Quotes-parts	3						
Transferts	4	143 764	318 666			318 666	96 274
Services rendus	5	106 450	82 740			82 740	140 830
Imposition de droits	6	132 650	186 816			186 816	135 462
Amendes et pénalités	7	7 000	2 012			2 012	8 101
Revenus de placements de portefeuille	8						
Autres revenus d'intérêts	9	25 000	23 142			23 142	31 932
Autres revenus	10	139 828	10 464			10 464	23 776
Effet net des opérations de restructuration	11						
	12	4 245 928	4 397 216			4 397 216	3 964 988
Investissement							
Taxes	13						
Quotes-parts	14						
Transferts	15		306 707			306 707	60 700
Imposition de droits	16						
Autres revenus							
Contributions des promoteurs	17						
Autres	18						
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenariats commerciaux	19						
	20		306 707			306 707	60 700
	21	4 245 928	4 703 923			4 703 923	4 025 688
Charges							
Administration générale	22	859 154	828 876	25 787		854 663	827 934
Sécurité publique	23	523 736	519 645	44 110		563 755	531 238
Transport	24	787 070	767 653	148 823		916 476	880 017
Hygiène du milieu	25	645 264	580 043	260 234		840 277	774 316
Santé et bien-être	26	5 000	5 649			5 649	
Aménagement, urbanisme et développement	27	290 653	248 726			248 726	284 295
Loisirs et culture	28	676 833	623 638	84 525		708 163	660 260
Réseau d'électricité	29						
Frais de financement	30	187 493	180 165			180 165	193 937
Effet net des opérations de restructuration	31						
Amortissement des immobilisations	32		563 479	(563 479)			
	33	3 975 203	4 317 874			4 317 874	4 151 997
Excédent (déficit) de l'exercice	34	270 725	386 049			386 049	(126 309)

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT À DES FINS FISCALES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

		2020		2019
		Budget	Réalizations	Réalizations
Excédent (déficit) de l'exercice	1	270 725	386 049	(126 309)
Moins : revenus d'investissement	2 (	)	306 707)	(60 700)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	3	270 725	79 342	(187 009)
CONCILIATION À DES FINS FISCALES				
<i>Ajouter (déduire)</i>				
Immobilisations				
Amortissement	4		563 479	561 657
Produit de cession	5			
(Gain) perte sur cession	6			
Réduction de valeur / Reclassement	7			
	8		563 479	561 657
Propriétés destinées à la revente				
Coût des propriétés vendues	9			
Réduction de valeur / Reclassement	10			
	11			
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux				
Remboursement ou produit de cession	12			
(Gain) perte sur remboursement ou sur cession	13			
Provision pour moins-value / Réduction de valeur	14			
	15			
Financement				
Financement à long terme des activités de fonctionnement	16			
Remboursement de la dette à long terme	17 (	308 033)	320 655)	340 440)
	18	(308 033)	(320 655)	(340 440)
Affectations				
Activités d'investissement	19 (	)	53 845)	70 036)
Excédent (déficit) accumulé				
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	20		64 706	75 091
Excédent de fonctionnement affecté	21	200 000	200 000	366 810
Réserves financières et fonds réservés	22	(107 392)	(113 748)	(84 832)
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	23			
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	24			
	25	92 608	97 113	287 033
	26	(215 425)	339 937	508 250
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	27	55 300	419 279	321 241

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

		<u>2020</u>	<u>2019</u>
		Réalizations	Réalizations
Revenus d'investissement	1	306 707	60 700
CONCILIATION À DES FINS FISCALES			
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Immobilisations			
Acquisition			
Administration générale	2 (	32 709)	(41 973)
Sécurité publique	3 (	304 409)	(23 461)
Transport	4 (	214 387)	(372 881)
Hygiène du milieu	5 (	129 712)	(31 839)
Santé et bien-être	6 ()	()
Aménagement, urbanisme et développement	7 ()	()
Loisirs et culture	8 (	368 037)	(57 637)
Réseau d'électricité	9 ()	()
	10 (	1 049 254)	(527 791)
Propriétés destinées à la revente			
Acquisition	11 ()	()
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux			
Émission ou acquisition	12 ()	()
Financement			
Financement à long terme des activités d'investissement	13	314 500	
Affectations			
Activités de fonctionnement	14	53 845	70 036
Excédent accumulé			
Excédent de fonctionnement non affecté	15	30 654	140 560
Excédent de fonctionnement affecté	16		
Réserves financières et fonds réservés	17	164 748	217 254
	18	249 247	427 850
	19	(485 507)	(99 941)
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	20	(178 800)	(39 241)

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
CHARGES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

		Budget	Réalizations	
		2020	2020	2019
Rémunération	1	1 124 847	1 138 084	1 004 982
Charges sociales	2	219 953	220 431	182 637
Biens et services				
Services obtenus d'organismes municipaux				
Compensations pour services municipaux	3			
Ententes de services				
Services de transport collectif	4			
Autres services	5			
Autres biens et services	6	1 523 823	1 295 246	1 295 251
Frais de financement				
Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge				
De l'organisme municipal	7	182 993	180 165	193 937
D'autres organismes municipaux	8			
Du gouvernement du Québec et ses entreprises	9			
D'autres tiers	10			
Autres frais de financement	11			
Contributions à des organismes				
Organismes municipaux				
Quotes-parts	12	923 587	920 469	913 533
Transferts	13			
Autres	14			
Autres organismes				
Transferts	15			
Autres	16			
Amortissement des immobilisations	17		563 479	561 657
Autres				
▪	18			
▪	19			
▪	20			
	21	3 975 203	4 317 874	4 151 997

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2020

	2020	2019
Excédent (déficit) accumulé		
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	1 491 010	470 090
Excédent de fonctionnement affecté	2 311 900	208 900
Réserves financières et fonds réservés	3 478 417	529 420
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	4 ()	()
Financement des investissements en cours	5 (140 395)	38 406
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	6 15 069 967	14 578 034
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	7	8
	8 16 210 899	15 824 850

VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS

Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté

Administration municipale	9 491 010	470 090
Organismes contrôlés et partenariats ¹	10	
	11 491 010	470 090

Excédent de fonctionnement affecté

Administration municipale		
▪ Équilibre budgétaire 2021	12 300 000	
▪ Équilibre budgétaire 2020	13	200 000
▪ Élections 2021	14 11 900	8 900
▪	15	
▪	16	
▪	17	
▪	18	
▪	19	
▪	20	
	21 311 900	208 900
Organismes contrôlés et partenariats ¹		
▪	22	
▪	23	
▪	24	
	25	
	26 311 900	208 900

1. Les éliminations sont imputées aux organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2020

	2020	2019
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)		
Réserves financières et fonds réservés		
Réserves financières - Administration municipale		
▪ Vidange de bassins	27 32 064	31 950
▪ Incendie	28 60 815	45 632
▪	29	
▪	30	
▪	31	
	32 92 879	77 582
Réserves financières - Organismes contrôlés et partenariats		
▪	33	
▪	34	
▪	35	
	36	
Fonds réservés		
Fonds de roulement		
Administration municipale	37 174 131	221 587
Organismes contrôlés et partenariats	38	
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés		
Montant réservé pour le service de la dette à long terme		
Administration municipale	39	
Organismes contrôlés et partenariats	40	
Montant non réservé		
Administration municipale	41 211 407	230 251
Organismes contrôlés et partenariats	42	
Fonds local d'investissement	43	
Fonds local de solidarité	44	
Autres		
▪	45	
▪	46	
	47 385 538	451 838
	48 478 417	529 420

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2020

2020

2019

VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)**Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir**

Mesures d'allègement fiscal liées aux écarts de constatation avec les normes comptables

Avantages sociaux futurs		
Déficit initial au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite	49	() ()
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	50	() ()
Avantages postérieurs au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite		
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	51	() ()
Autres	52	() ()
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	53	() ()
	54	() ()
Activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	55	() ()
Assainissement des sites contaminés	56	() ()
Appariement fiscal pour revenus de transfert	57	() ()
Autres		
▪	58	() ()
▪	59	() ()
	60	() ()
Mesures d'allègement fiscal transitoires		
Modifications comptables du 1 ^{er} janvier 2000		
Salaires et avantages sociaux	61	() ()
Intérêts sur la dette à long terme	62	() ()
Mesures relatives à la TVQ		
Utilisation du fonds général	63	() ()
Utilisation du fonds de roulement	64	() ()
Mesure relative aux frais reportés	65	() ()
Autres		
▪	66	() ()
▪	67	() ()
	68	() ()
Financement à long terme des activités de fonctionnement		
Mesure transitoire relative à la TVQ	69	() ()
Frais d'émission de la dette à long terme	70	() ()
Dette à long terme liée au FLI et au FLS	71	() ()
Autres		
▪	72	() ()
▪	73	() ()
	74	() ()
Éléments présentés à l'encontre des DCTP		
Financement des activités de fonctionnement	75	
Fonds d'amortissement pour emprunts de fonctionnement	76	
Prêts aux entreprises liés au FLI et au FLS et placements de portefeuille à titre d'investissement liés au FLI	77	
Autres prêts et placements de portefeuille à titre d'investissement liés à des emprunts de fonctionnement	78	
Autres		
▪	79	
	80	
	81	() ()

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2020

	2020	2019
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)		
Financement des investissements en cours		
Financement non utilisé	82	38 406
Investissements à financer	83 (140 395)	()
	84 (140 395)	38 406
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs		
Éléments d'actif		
Immobilisations	85 20 096 958	19 611 183
Propriétés destinées à la revente	86	
Prêts	87 11 189	11 189
Placements de portefeuille à titre d'investissement	88	
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	89	
	90 20 108 147	19 622 372
Ajustements aux éléments d'actif	91	
	92 20 108 147	19 622 372
Éléments de passif correspondant		
Dette à long terme	93 (6 599 362)	(6 893 060)
Frais reportés liés à la dette à long terme	94 (20 438)	(28 895)
Montants des débiteurs et autres montants affectés au remboursement de la dette à long terme	95 976 217	1 251 414
Dettes aux fins des activités de fonctionnement	96	
Autres dettes n'affectant pas l'investissement net	97 605 403	626 203
	98 (5 038 180)	(5 044 338)
Dette en cours de refinancement et ajustements aux éléments de passif	99 ()	()
	100 (5 038 180)	(5 044 338)
	101 15 069 967	14 578 034

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

A) RÉGIMES DE RETRAITE ET RÉGIMES SUPPLÉMENTAIRES DE RETRAITE À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice

Régimes de retraite enregistrés	1	
Régimes supplémentaires de retraite	2	

Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements

		2020	2019
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs			
Actif (passif) au début de l'exercice	3		
Charge de l'exercice	4	()	()
Cotisations versées par l'employeur	5		
Actif (passif) à la fin de l'exercice	6		
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation			
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	7		
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	8	()	()
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	9		
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	10		
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs avant provision pour moins-value	11		
Provision pour moins-value	12	()	()
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	13		
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs			
Nombre de régimes en cause	14		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	15		
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	16	()	()
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	17	()	()
Charge de l'exercice			
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	18		
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	19		
	20		
Cotisations salariales des employés	21	()	()
Cotisations des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	22	()	()
	23		
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	24		
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	25		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	26		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	27		
Variation de la provision pour moins-value	28		
Autres	29		
▪	30		
▪	31		
Charge de l'exercice excluant les intérêts	32		
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	33	()	()
Rendement espéré des actifs	34		
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	35		
Charge de l'exercice	35		

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

	2020	2019	
Informations complémentaires			
Rendement réel des actifs pour l'exercice	36		
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	37	()(
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	38		
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	39		
Prestations versées au cours de l'exercice	40		
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 7)	41		
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	42		
Valeur des obligations des régimes supplémentaires de retraite <u>non capitalisés</u> comprises dans les obligations présentées à la ligne 8	43		
Valeur des obligations implicites comprises dans la valeur des obligations présentée à la ligne 8			
Pour la réserve de restructuration	44		
Pour le fonds de stabilisation et la réserve liée à la PED	45		
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	46		
Hypothèses d'évaluation actuarielle aux fins de la comptabilisation (taux pondéré s'il y a plus d'un régime)			
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	47	%	%
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	48	%	%
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	49	%	%
Taux d'inflation (fin d'exercice)	50	%	%
Autres hypothèses économiques			
▪	51		
▪	52		

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

**B) RÉGIMES D'AVANTAGES COMPLÉMENTAIRES DE RETRAITE ET AUTRES AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
À PRESTATIONS DÉTERMINÉES**

Nombre de régimes à la fin de l'exercice

Régimes d'avantages complémentaires de retraite	53	
Autres avantages sociaux futurs	54	

Description des régimes et avantages, date de la plus récente évaluation actuarielle (s'il y a lieu) et autres renseignements

	2020	2019
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) au début de l'exercice	55	
Charge de l'exercice	56 ()(
Cotisations, prestations ou primes versées par l'employeur	57	
Actif (passif) à la fin de l'exercice	58	
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	59	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	60 ()(
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	61	
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	62	
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice avant la provision pour moins-value	63	
Provision pour moins-value	64 ()(
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	65	
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes et avantages dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs		
Nombre de régimes et avantages en cause	66	
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	67	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	68 ()(
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	69 ()(

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

	2020	2019	
Charge de l'exercice			
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	70		
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	71		
	72		
Cotisations salariales des employés	73	() ()	
Cotisations, prestations ou primes à la charge des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	74	() ()	
	75		
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	76		
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	77		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	78		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	79		
Variation de la provision pour moins-value	80		
Autres			
▪	81		
▪	82		
Charge de l'exercice excluant les intérêts	83		
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	84		
Rendement espéré des actifs	85	() ()	
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	86		
Charge de l'exercice	87		
Informations complémentaires			
Rendement réel des actifs pour l'exercice	88		
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	89	() ()	
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	90		
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	91		
Prestations versées au cours de l'exercice	92		
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 59)	93		
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	94		
Valeur des obligations des régimes d'avantages complémentaires de retraite capitalisés comprises dans les obligations présentées à la ligne 60	95		
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	96		
Hypothèses d'évaluation actuarielle aux fins de la comptabilisation (taux pondéré s'il y a plus d'un régime)			
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	97	%	%
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	98	%	%
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	99	%	%
Taux d'inflation (fin d'exercice)	100	%	%
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	101	%	%
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	102	%	%
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	103		
Autres hypothèses économiques			
▪	104		
▪	105		

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

C) RÉGIMES DE RETRAITE À COTISATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice	106		
Description des régimes et autres renseignements			
		2020	2019
Charge de l'exercice			
Cotisations de l'employeur			
Régime de prestations supplémentaires des maires et des conseillers des municipalités	107		
Régime de retraite par financement salarial	108		
Régime de retraite des employés municipaux du Québec	109		
Autres régimes	110		
	111		

D) AUTRES RÉGIMES

Nombre d'autres régimes à la fin de l'exercice	112		
Description des régimes et autres renseignements			
		2020	2019
Charge de l'exercice			
Cotisations de l'employeur			
Régime volontaire d'épargne-retraite	113		
Régime de retraite simplifié	114		
REER	115	47 176	40 832
Autres régimes	116		
	117	47 176	40 832

E) RÉGIMES DE RETRAITE DES ÉLUS MUNICIPAUX

		2020	2019
Nombre d'élus qui sont en fonction et qui sont des participants actifs à la fin de l'exercice	118		

Description du régime

Le Régime de retraite des élus municipaux (RREM) et le Régime de prestations supplémentaires des élus municipaux (RPSEM), ce dernier s'appliquant de façon complémentaire s'il y a lieu aux élus municipaux en poste le 31 décembre 2000 et aux personnes ayant droit à une rente du RREM à cette date, sont des régimes à prestations déterminées gérés en vertu de la Loi sur le régime de retraite des élus municipaux (chapitre R-9.3). Dans le cas du RREM, les élus participants et les municipalités participantes se partagent le financement du régime par le versement de cotisations dans le cas des élus et de contributions dans le cas des municipalités. Dans le cas du RPSEM, seules les municipalités participantes sont responsables de verser les contributions requises. Les cotisations et les contributions sont établies conformément aux taux et règles fixés par règlement du gouvernement.

Étant donné que ces deux régimes sont des régimes à employeurs multiples administrés par la Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances (CARRA), qui ne comportent pas de comptes distincts, les

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

municipalités participantes comptabilisent ces régimes comme s'ils étaient des régimes à cotisations déterminées. Ainsi, la charge encourue dans un exercice donné par une municipalité participante relativement à ces régimes de retraite correspond aux contributions devant être versées par elle pour cet exercice telles qu'établies par règlement du gouvernement.

	2020	2019
Cotisations des élus au RREM	119	
Charge de l'exercice		
Contributions de l'employeur au RREM	120	
Contributions de l'employeur à titre de participation au RPSEM	121	
	122	
Note		

Renseignements financiers non audités

ANALYSE DES REVENUS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

Non audité

TAXES		Réalisations 2020	Réalisations 2019
SUR LA VALEUR FONCIÈRE			
Taxes générales			
Taxe foncière générale	1	2 478 605	2 361 343
Taxes spéciales			
Service de la dette	2	346 133	324 471
Activités de fonctionnement	3		
Activités d'investissement	4		
Taxes de secteur			
Taxes spéciales			
Service de la dette	5	140 621	127 657
Activités de fonctionnement	6		
Activités d'investissement	7		
Autres	8		
	9	2 965 359	2 813 471
SUR UNE AUTRE BASE			
Taxes, compensations et tarification			
Services municipaux			
Eau	10	144 050	117 212
Égout	11	139 066	114 999
Traitement des eaux usées	12	103 735	128 434
Matières résiduelles	13	311 878	244 583
Autres			
▪ Installations septiques	14	63 664	62 708
▪	15		
▪	16		
Centres d'urgence 9-1-1	17	13 365	14 283
Service de la dette	18	12 136	12 214
Pouvoir général de taxation	19		
Activités de fonctionnement	20		
Activités d'investissement	21		
	22	787 894	694 433
Taxes d'affaires			
Sur l'ensemble de la valeur locative	23		
Autres	24		
	25		
	26	787 894	694 433
	27	3 753 253	3 507 904

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

Non audité

COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES		Réalisations 2020	Réalisations 2019
GOUVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES			
Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement			
Taxes sur la valeur foncière	28		
Taxes sur une autre base			
Taxes, compensations et tarification	29		
Taxes d'affaires	30		
Compensations pour les terres publiques	31		
	32		
Immeubles des réseaux			
Santé et services sociaux	33	2 985	3 336
Cégeps et universités	34		
Écoles primaires et secondaires	35	17 138	17 251
	36	20 123	20 587
Autres immeubles			
Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux			
Taxes sur la valeur foncière	37		
Taxes sur une autre base			
Taxes, compensations et tarification	38		
Taxes d'affaires	39		
	40		
	41	20 123	20 587
GOUVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES			
Taxes sur la valeur foncière	42		
Taxes sur une autre base			
Taxes, compensations et tarification	43		
Taxes d'affaires	44		
	45		
ORGANISMES MUNICIPAUX			
Taxes sur la valeur foncière	46		
Taxes sur une autre base			
Taxes, compensations et tarification	47		
	48		
AUTRES			
Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité	49		
Autres	50		122
	51		122
	52	20 123	20 709

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

Non audité

		Réalizations 2020	Réalizations 2019
TRANSFERTS			
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT			
Administration générale	53		
Sécurité publique			
Police	54		16 500
Sécurité incendie	55		
Sécurité civile	56		
Autres	57		
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	58	29 833	30 790
Enlèvement de la neige	59		
Autres	60		
Transport collectif			
Transport en commun			
Transport régulier	61		
Transport adapté	62		
Transport scolaire	63		
Autres	64		
Transport aérien	65		
Transport par eau	66		
Autres	67		
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	68	19 961	12 461
Réseau de distribution de l'eau potable	69	9 900	
Traitement des eaux usées	70	11 793	4 679
Réseaux d'égout	71		
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	72		
Matières recyclables			
Collecte sélective			
Collecte et transport	73		
Tri et conditionnement	74		
Autres	75		
Autres	76		
Cours d'eau	77		
Protection de l'environnement	78	25 000	25 000
Autres	79		

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

Non audité

TRANSFERTS (suite)		Réalisations 2020	Réalisations 2019
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT (suite)			
Santé et bien-être			
Logement social	80		
Sécurité du revenu	81		
Autres	82	500	1 250
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	83		
Rénovation urbaine	84		
Promotion et développement économique	85		
Autres	86		
Loisirs et culture			
Activités récréatives	87	21 590	5 594
Activités culturelles			
Bibliothèques	88	4 357	
Autres	89		
Réseau d'électricité	90		
	91	122 934	96 274

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

Non audité

TRANSFERTS (suite)	Réalisations 2020	Réalisations 2019
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT		
Administration générale	92	
Sécurité publique		
Police	93	
Sécurité incendie	94	
Sécurité civile	95	
Autres	96	
Transport		
Réseau routier		
Voirie municipale	97	34 457
Enlèvement de la neige	98	28 330
Autres	99	
Transport collectif		
Transport en commun		
Transport régulier	100	
Transport adapté	101	
Transport scolaire	102	
Autres	103	
Transport aérien	104	
Transport par eau	105	
Autres	106	
Hygiène du milieu		
Eau et égout		
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	107	
Réseau de distribution de l'eau potable	108	
Traitement des eaux usées	109	
Réseaux d'égout	110	
Matières résiduelles		
Déchets domestiques et assimilés	111	
Matières recyclables		
Collecte sélective		
Collecte et transport	112	
Tri et conditionnement	113	
Autres	114	
Autres	115	
Cours d'eau	116	
Protection de l'environnement	117	
Autres	118	

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

Non audité

TRANSFERTS (suite)		Réalisations 2020	Réalisations 2019
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT (suite)			
Santé et bien-être			
Logement social	119		
Sécurité du revenu	120		
Autres	121		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	122		
Rénovation urbaine	123		
Promotion et développement économique	124		
Autres	125		
Loisirs et culture			
Activités récréatives	126	236 134	32 370
Activités culturelles			
Bibliothèques	127	36 116	
Autres	128		
Réseau d'électricité	129		
	130	306 707	60 700

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

Non audité

TRANSFERTS (suite)	Réalisations 2020	Réalisations 2019
TRANSFERTS DE DROIT		
Regroupement municipal et réorganisation municipale	131	
Péréquation	132	
Neutralité	133	
Partage des redevances sur les ressources naturelles	134	
Compensation pour la collecte sélective de matières recyclables	135	
Fonds de développement des territoires	136	
Contributions des automobilistes pour le transport en commun — Droits d'immatriculation	137	
Dotations spéciales de fonctionnement	138	24 821
Soutien à la compétence de développement local et régional des MRC		
du Fonds régions et ruralité - Volet 2	139	
Autres	140	170 911
	141	195 732
TOTAL DES TRANSFERTS	142	625 373
		156 974

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

Non audité

SERVICES RENDUS		Réalisations 2020	Réalisations 2019
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPAUX			
Administration générale			
Greffes et application de la loi	143		
Évaluation	144		
Autres	145		
	146		
Sécurité publique			
Police	147		
Sécurité incendie	148	7 104	2 080
Sécurité civile	149		
Autres	150		
	151	7 104	2 080
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	152		
Enlèvement de la neige	153		
Autres	154		
Transport collectif	155		
Autres	156		
	157		
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	158		
Réseau de distribution de l'eau potable	159		
Traitement des eaux usées	160		
Réseaux d'égout	161		
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	162		
Matières recyclables			
Collecte sélective			
Collecte et transport	163		
Tri et conditionnement	164		
Autres	165		
Autres	166		
Cours d'eau	167		
Protection de l'environnement	168		
Autres	169		
	170		

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

Non audité

SERVICES RENDUS (suite)		Réalisations 2020	Réalisations 2019
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPAUX (suite)			
Santé et bien-être			
Logement social	171		
Autres	172		
	173		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	174		
Rénovation urbaine	175		
Promotion et développement économique	176		
Autres	177		
	178		
Loisirs et culture			
Activités récréatives	179		
Activités culturelles			
Bibliothèques	180		
Autres	181		
	182		
Réseau d'électricité	183		
	184	7 104	2 080

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

Non audité

SERVICES RENDUS (suite)		Réalisations 2020	Réalisations 2019
AUTRES SERVICES RENDUS			
Administration générale			
Grefe et application de la loi	185		
Évaluation	186		
Autres	187	669	719
	188	669	719
Sécurité publique			
Police	189		
Sécurité incendie	190		
Sécurité civile	191		
Autres	192	2 000	
	193	2 000	
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	194		
Enlèvement de la neige	195		
Autres	196	11 300	17 396
Transport collectif			
Transport en commun			
Transport régulier	197		
Transport adapté	198		
Transport scolaire	199		
Autres	200		
Autres	201		
	202	11 300	17 396
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable			
Réseau de distribution de l'eau potable	203		
Traitement des eaux usées	204		
Réseaux d'égout	205		
Réseaux d'égout	206		
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	207		
Matières recyclables	208		
Autres	209		
Cours d'eau	210		
Protection de l'environnement	211		
Autres	212	9 556	5 691
	213	9 556	5 691

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

Non audité

SERVICES RENDUS (suite)		Réalisations 2020	Réalisations 2019
AUTRES SERVICES RENDUS (suite)			
Santé et bien-être			
Logement social	214		
Sécurité du revenu	215		
Autres	216		
	217		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	218		
Rénovation urbaine	219		
Promotion et développement économique	220		
Autres	221		
	222		
Loisirs et culture			
Activités récréatives	223		
Activités culturelles			
Bibliothèques	224		
Autres	225	52 111	114 944
	226	52 111	114 944
Réseau d'électricité			
	227		
	228	75 636	138 750
TOTAL DES SERVICES RENDUS	229	82 740	140 830

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

Non audité

		Réalizations 2020	Réalizations 2019
IMPOSITION DE DROITS			
Licences et permis	230	11 880	7 825
Droits de mutation immobilière	231	174 936	127 637
Droits sur les carrières et sablières	232		
Autres	233		
	234	186 816	135 462
AMENDES ET PÉNALITÉS			
	235	2 012	8 101
REVENUS DE PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE			
	236		
AUTRES REVENUS D'INTÉRÊTS			
	237	23 142	31 932
AUTRES REVENUS			
Gain (perte) sur cession d'immobilisations	238		
Produit de cession de propriétés destinées à la revente	239		
Gain (perte) sur remboursement de prêts et sur cession de placements	240		
Contributions des promoteurs	241		
Contributions des automobilistes pour le transport en commun — Taxe sur l'essence	242		
Contributions des organismes municipaux	243	10 464	16 135
Autres contributions	244		
Redevances réglementaires	245		
Autres	246		7 641
	247	10 464	23 776
EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION			
	248		

ANALYSE DES CHARGES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

Non audité

		Réalizations 2020		Total	Réalizations 2019
		Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement		
ADMINISTRATION GÉNÉRALE					
Conseil	1	84 252		84 252	90 729
Greffe et application de la loi	2	22 898		22 898	12 046
Gestion financière et administrative	3	649 906	25 787	675 693	658 734
Évaluation	4	71 820		71 820	66 425
Gestion du personnel	5				
Autres					
▪	6				
▪	7				
	8	828 876	25 787	854 663	827 934
SÉCURITÉ PUBLIQUE					
Police	9	335 805		335 805	329 568
Sécurité incendie	10	174 560	44 110	218 670	196 875
Sécurité civile	11				
Autres	12	9 280		9 280	4 795
	13	519 645	44 110	563 755	531 238
TRANSPORT					
Réseau routier					
Voirie municipale	14	412 990	148 823	561 813	536 280
Enlèvement de la neige	15	293 133		293 133	279 519
Éclairage des rues	16	16 937		16 937	34 765
Circulation et stationnement	17	15 912		15 912	11 227
Transport collectif					
Transport en commun	18	28 681		28 681	18 226
Transport aérien	19				
Transport par eau	20				
Autres	21				
	22	767 653	148 823	916 476	880 017

ANALYSE DES CHARGES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

Non audité

		Réalizations 2020			Réalizations 2019
		Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	
HYGIÈNE DU MILIEU					
Eau et égout					
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	23		7 987	7 987	14 654
Réseau de distribution de l'eau potable	24	84 522	200 233	284 755	276 948
Traitement des eaux usées	25	56 155	49 775	105 930	109 149
Réseaux d'égout	26	134 207		134 207	119 421
Matières résiduelles					
Déchets domestiques et assimilés					
Collecte et transport	27	305 159	2 239	307 398	252 036
Élimination	28				
Matières recyclables					
Collecte sélective					
Collecte et transport	29				
Tri et conditionnement	30				
Matières organiques					
Collecte et transport	31				
Traitement	32				
Matériaux secs	33				
Autres	34				
Plan de gestion	35				
Autres	36				
Cours d'eau	37				
Protection de l'environnement	38				2 048
Autres	39				60
	40	580 043	260 234	840 277	774 316
SANTÉ ET BIEN-ÊTRE					
Logement social	41	5 649		5 649	
Sécurité du revenu	42				
Autres	43				
	44	5 649		5 649	

ANALYSE DES CHARGES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

Non audité

	Réalizations 2020		Total	Réalizations 2019
	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement		
AMÉNAGEMENT, URBANISME ET DÉVELOPPEMENT				
Aménagement, urbanisme et zonage	45	173 861	173 861	165 061
Rénovation urbaine				
Biens patrimoniaux	46			
Autres biens	47			
Promotion et développement économique				
Industries et commerces	48	35 576	35 576	35 026
Tourisme	49	38 948	38 948	83 345
Autres	50	341	341	863
Autres	51			
	52	248 726	248 726	284 295
LOISIRS ET CULTURE				
Activités récréatives				
Centres communautaires	53	205 562	77 896	283 458
Patinoires intérieures et extérieures	54	25 656	25 656	33 016
Piscines, plages et ports de plaisance	55	50 231	50 231	40 323
Parcs et terrains de jeux	56	217 046	217 046	165 631
Parcs régionaux	57			
Expositions et foires	58			
Autres	59			
	60	498 495	77 896	576 391
Activités culturelles				
Centres communautaires	61			
Bibliothèques	62	87 736	6 629	94 365
Patrimoine				
Musées et centres d'exposition	63			
Autres ressources du patrimoine	64	24 919	24 919	23 978
Autres	65	12 488	12 488	11 298
	66	125 143	6 629	131 772
	67	623 638	84 525	708 163

ANALYSE DES CHARGES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

Non audité

		Réalizations 2020		Total	Réalizations 2019
		Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement		
RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ	68				
FRAIS DE FINANCEMENT					
Dette à long terme					
Intérêts	69	171 708		171 708	185 447
Autres frais	70	8 457		8 457	8 490
Autres frais de financement					
Avantages sociaux futurs	71				
Autres	72				
	73	180 165		180 165	193 937
EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION	74				
AMORTISSEMENT DES IMMOBILISATIONS	75	563 479 (	563 479)		

Autres renseignements financiers non audités

Exercice terminé le 31 décembre 2020

Table des matières

Autres renseignements financiers non audités

Acquisition d'immobilisations par catégories	2
Acquisition d'infrastructures pour nouveau développement et autres acquisitions d'immobilisations	2
Analyse de la dette à long terme	3
Endettement total net à long terme	4
Analyse de la charge de quotes-parts	5
Acquisition d'immobilisations par objets	6
Analyse de la rémunération	7
Analyse des revenus de transfert par sources	7
Frais de financement par activités	8
Rémunération des élus	9

Autres renseignements

Questionnaire	10
---------------	----

Autres renseignements financiers non audités

ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS PAR CATÉGORIES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

Non audité

		Réalizations 2020	Réalizations 2019
IMMOBILISATIONS			
Infrastructures			
Conduites d'eau potable	1	106 690	
Usines de traitement de l'eau potable	2	2 273	15 027
Usines et bassins d'épuration	3		3 871
Conduites d'égout	4	13 850	
Sites d'enfouissement et incinérateurs	5		
Chemins, rues, routes et trottoirs	6	58 607	158 522
Ponts, tunnels et viaducs	7		40 025
Systèmes d'éclairage des rues	8	8 904	102 845
Aires de stationnement	9	131 892	32 563
Parcs et terrains de jeux	10	197 700	20 404
Autres infrastructures	11	15 783	2 519
Réseau d'électricité	12		
Bâtiments			
Édifices administratifs	13		37 271
Édifices communautaires et récréatifs	14	98 691	32 370
Améliorations locatives	15		
Véhicules			
Véhicules de transport en commun	16		
Autres	17	304 409	16
Ameublement et équipement de bureau	18	68 825	17 147
Machinerie, outillage et équipement divers	19	41 630	33 486
Terrains	20		31 725
Autres	21		
	22	1 049 254	527 791

ACQUISITION D'INFRASTRUCTURES POUR NOUVEAU DÉVELOPPEMENT
ET AUTRES ACQUISITIONS D'IMMOBILISATIONS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

Non audité

Infrastructures autres que pour nouveau développement			
Conduites d'eau potable	23	106 690	
Usines de traitement de l'eau potable	24	2 273	15 027
Usines et bassins d'épuration	25		3 871
Conduites d'égout	26	13 850	
Autres infrastructures	27	412 886	356 878
Infrastructures pour nouveau développement (ouverture de nouvelles rues)			
Conduites d'eau potable	28		
Usines de traitement de l'eau potable	29		
Usines et bassins d'épuration	30		
Conduites d'égout	31		
Autres infrastructures	32		
Autres immobilisations	33	513 555	152 015
	34	1 049 254	527 791

ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

Non audité

		Solde au 1 ^{er} janvier	Augmentation	Diminution	Solde au 31 décembre
La dette à long terme, incluant la dette en cours de refinancement, est assumée de la façon suivante :					
Par l'organisme municipal					
Emprunts refinancés par anticipation	1				
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette à long terme					
Excédent de fonctionnement affecté	2				
Réserves financières et fonds réservés	3				
Fonds d'amortissement	4				
Montant à la charge					
D'une partie des contribuables ou des municipalités membres	5	2 504 226		155 559	2 348 667
De l'ensemble des contribuables ou des municipalités membres	6	3 182 878	314 500	166 320	3 331 058
De la municipalité (Société de transport en commun)	7				
	8	5 687 104	314 500	321 879	5 679 725
Par les tiers (montants affectés au remboursement de la dette à long terme)					
Débiteurs					
Gouvernement du Québec et ses entreprises	9	1 251 414		294 776	956 638
Organismes municipaux	10				
Autres tiers	11				
	12	1 251 414		294 776	956 638
Débiteurs encaissés non encore appliqués au remboursement de la dette					
	13				
	14	1 251 414		294 776	956 638
Revenus futurs découlant des ententes conclues avec le gouvernement du Québec					
	15				
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et autres actifs					
	16				
Autres	17				
	18	1 251 414		294 776	956 638
	19	6 938 518	314 500	616 655	6 636 363
Dette en cours de refinancement	20	(16 563)		(16 563)	(16 563)
Reclassement / Redressement	21				
Dette à long terme	22	6 921 955	314 500	616 655	6 619 800

Note

ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME
AU 31 DÉCEMBRE 2020

Non audité

Administration municipale		
Dette à long terme	1	6 619 800
Ajouter		
Activités d'investissement à financer	2	140 395
Activités de fonctionnement à financer	3	
Dette en cours de refinancement	4	16 563
Autres		
▪	5	
▪	6	
Déduire		
Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme		
Excédent accumulé		
Fonds d'amortissement	7	
Autres sommes comprises dans l'excédent accumulé	8	
Débiteurs	9	956 638
Revenus futurs découlant des ententes conclues avec le gouvernement du Québec	10	
Autres montants	11	
Montant non utilisé d'emprunts à long terme contractés	12	
Autres		
▪	13	
▪	14	
Endettement net à long terme de l'administration municipale	15	5 820 120
Quote-part dans l'endettement total net à long terme des organismes contrôlés et des partenariats		
Endettement net à long terme	16	
Endettement net à long terme	17	5 820 120
Quote-part dans l'endettement total net à long terme d'autres organismes		
Municipalité régionale de comté	18	907 535
Communauté métropolitaine	19	
Autres organismes	20	
Endettement total net à long terme	21	6 727 655
Quote-part dans l'endettement total net à long terme de l'agglomération (lorsque fonctionnant par quotes-parts)	22	
Moins : Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme de l'agglomération	23	
	24	
Endettement total net à long terme (compte tenu de la quote-part dans l'agglomération s'il y a lieu)	25	6 727 655
Endettement total net à long terme lié au réseau d'électricité (inclus ci-dessus)	26	
Endettement total net à long terme lié aux parcs éoliens et aux centrales hydroélectriques (inclus à la ligne 25 ci-dessus, et à la ligne 21, s'il y a lieu, pour les compétences d'agglomération et le portrait global)	27	444 007

ANALYSE DE LA CHARGE DE QUOTES-PARTS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

Non audité

		Réalizations 2020	Réalizations 2019
Administration générale			
Greffe et application de la loi	1		
Évaluation	2	71 820	66 425
Autres	3	79 577	82 379
Sécurité publique			
Police	4	322 440	313 447
Sécurité incendie	5	18 527	15 872
Sécurité civile	6		
Autres	7		
Transport			
Réseau routier	8		
Transport collectif	9	27 308	15 419
Autres	10		11 467
Hygiène du milieu			
Eau et égout	11	63 540	62 865
Matières résiduelles	12	229 826	171 742
Cours d'eau	13	9 607	8 979
Protection de l'environnement	14		
Autres	15		
Santé et bien-être			
Logement social	16		
Autres	17		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	18	46 517	116 228
Rénovation urbaine	19		
Promotion et développement économique	20	29 175	28 118
Autres	21		
Loisirs et culture			
Activités récréatives	22	9 644	9 294
Activités culturelles	23	12 488	11 298
Réseau d'électricité			
	24		
	25	920 469	913 533

ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

Non audité

		2020	2019
Rémunération	1		
Charges sociales	2		
Biens et services	3	1 049 254	527 791
Frais de financement	4		
Autres	5		
	6	1 049 254	527 791

**ANALYSE DE LA RÉMUNÉRATION
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020**

Non audité

		Effectifs personnes/ année ²	Semaine normale (heures)	Nombre d'heures rémunérées au cours de l'exercice	Rémunération	Charges sociales	Total ¹
Administration municipale							
Cadres et contremaîtres	1	5,47	35,00	9 986,00	423 758	89 383	513 141
Professionnels	2						
Cols blancs	3	5,58	35,00	10 195,00	292 947	66 385	359 332
Cols bleus	4	4,65	40,00	9 709,00	269 195	54 964	324 159
Policiers	5						
Pompiers	6	21,00	2,03	2 224,00	74 233	5 380	79 613
Conducteurs et opérateurs (transport en commun)	7						
	8	36,70		32 114,00	1 060 133	216 112	1 276 245
Élus	9	7,00			77 951	4 319	82 270
	10	43,70			1 138 084	220 431	1 358 515

1. Inclut la rémunération et les charges sociales aux fins de fonctionnement et d'immobilisations.
2. En vertu de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (chapitre A-2.1), le salaire d'un employé, à l'exception de celui d'un cadre, est un renseignement confidentiel. Afin de respecter la loi, lorsqu'une catégorie d'emploi compte un effectif ou moins, ces renseignements ne doivent pas apparaître sur le document déposé au conseil. Dans un tel cas, certaines informations sont remplacées par des astérisques à l'impression du document.

**ANALYSE DES REVENUS DE TRANSFERT PAR SOURCES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020**

		Gouvernement du Québec		Gouvernement du Canada	ARTM/MRC/ Municipalités/ Communautés métropolitaines	Total
		Fonctionnement	Investissement			
Transport en commun	11					
Eau et égout						
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	12	19 961				19 961
Réseau de distribution de l'eau potable	13	9 900				9 900
Traitement des eaux usées	14	11 793				11 793
Réseaux d'égout	15					
Autres	16	74 448	108 711	382 602	17 958	583 719
	17	116 102	108 711	382 602	17 958	625 373

FRAIS DE FINANCEMENT PAR ACTIVITÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

Non audité

		2020	2019
Administration générale			
Greffe et application de la loi	1		
Évaluation	2		
Autres	3	10 484	10 407
	4	10 484	10 407
Sécurité publique			
Police	5		
Sécurité incendie	6	690	
Sécurité civile	7		
Autres	8		
	9	690	
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	10	34 334	37 064
Enlèvement de la neige	11		
Autres	12		
Transport collectif	13		
Autres	14		
	15	34 334	37 064
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	16		
Réseau de distribution de l'eau potable	17	134 657	146 466
Traitement des eaux usées	18		
Réseaux d'égout	19		
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	20		
Matières recyclables	21		
Autres	22		
Cours d'eau	23		
Protection de l'environnement	24		
Autres	25		
	26	134 657	146 466
Santé et bien-être			
Logement social	27		
Sécurité du revenu	28		
Autres	29		
	30		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	31		
Rénovation urbaine	32		
Promotion et développement économique	33		
Autres	34		
	35		
Loisirs et culture			
Activités récréatives	36		
Activités culturelles			
Bibliothèques	37		
Autres	38		
	39		
Réseau d'électricité			
	40		
	41	180 165	193 937

RÉMUNÉRATION DES ÉLUS¹
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

<i>Non audité</i>	Fonction	Reçu de l'organisme municipal		Reçu d'organismes mandataires ou supramunicipaux	
		Rémunération (excluant charges sociales)	Allocation de dépenses	Rémunération (excluant charges sociales)	Allocation de dépenses
David Christopher	Maire	15 314	7 657	3 535	1 767
Gaétan Lefebvre	Conseiller	6 126	3 063		
Nicole Massicotte	Conseiller	6 126	3 063		
Claude Lemieux	Conseiller	6 126	3 063		
Suzanne Lachance	Conseiller	6 126	3 063		
Mélanie Jalbert	Conseiller	6 126	3 063		
Donald Mercier	Conseiller	6 126	3 063		

Note

1. Comprend la rémunération et les allocations de dépenses que chaque membre du conseil reçoit de la municipalité, d'un organisme mandataire de celle-ci ou d'un organisme supramunicipal (ex.: MRC, régie, organisme public de transport).

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

Non audité

OUI NON S.O.

- | | | | | | | |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|---|--------------------------|---|--------------------------|---|-------------------------------------|
| 1. Capital autorisé du fonds de roulement pour l'administration municipale au 31 décembre | 1 | _____ | | 600 000 | | \$ |
| 2. L'organisme municipal applique-t-il les normes sur les paiements de transfert en suivant la position prescrite par le gouvernement du Québec selon la recommandation du MAMH? | 2 | <input type="checkbox"/> | 3 | <input type="checkbox"/> | 4 | <input checked="" type="checkbox"/> |

Les questions 3 à 5 s'appliquent aux MRC et aux municipalités seulement

- | | | | | | | |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----|-------------------------------------|---|--------------------------|--|----|
| 3. La MRC ou la municipalité a-t-elle perçu des droits en vertu de l'article 78.2 de la Loi sur les compétences municipales auprès des exploitants de carrières et de sablières? | 5 | <input checked="" type="checkbox"/> | 6 | <input type="checkbox"/> | | |
| Si oui, indiquer le montant total perçu en 2020 | 7 | _____ | | 5 516 | | \$ |
| 4. La MRC ou la municipalité a-t-elle créé un fonds régional ou local réservé à la réfection et à l'entretien de certaines voies publiques en vertu de l'article 110.1 de la LCM pour recevoir les droits perçus en vertu de l'article 78.1 de la LCM auprès des exploitants de carrières et sablières? | 8 | <input checked="" type="checkbox"/> | 9 | <input type="checkbox"/> | | |
| 5. Information spécifique au <i>Programme d'aide d'urgence pour les petites et moyennes entreprises</i> déjà comprise dans l'information présentée à la page S20 FLI aux lignes suivantes : | | | | | | |
| Ligne 1 : Revenus sur les placements de portefeuille | 10 | _____ | | | | \$ |
| Ligne 2 : Revenus sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille d'investissement | 11 | _____ | | | | \$ |
| Ligne 5 : Créances douteuses - Radiation de prêts et de placements de portefeuille | 12 | _____ | | | | \$ |
| Ligne 6 : Créances douteuses - Variation de la provision pour moins-value | 13 | _____ | | | | \$ |
| Ligne 12 : Placements de portefeuille | 14 | _____ | | | | \$ |
| Ligne 13 : Débiteurs | 15 | _____ | | | | \$ |
| Ligne 14 : Prêts aux entreprises et placements de portefeuille à titre d'investissement | 16 | _____ | | | | \$ |
| Ligne 15 : Provision pour moins-value | 17 | _____ | | | | \$ |
| Ligne 18 : Créanciers et charges à payer | 18 | _____ | | | | \$ |
| Ligne 19 : Revenus reportés | 19 | _____ | | | | \$ |

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

Non audité**OUI NON**

6. La municipalité a-t-elle adopté un règlement concernant les dispositions suivantes :
- a) le pouvoir d'imposer une contribution pour des fins de parcs et de terrains de jeux et la préservation d'espaces naturels en vertu du 3ème paragraphe du 2ème alinéa de l'article 117.1 LAU. 20 21
- Si oui, indiquer le montant total perçu en 2020 22 _____ 12 000 \$
- b) le pouvoir d'imposer des droits de mutation plus élevés à la partie de la valeur des transactions qui excède 500 000 \$ en vertu de l'article 2 de la Loi concernant les droits sur les mutations immobilières. 23 24
- Si oui, indiquer le montant total des droits plus élevés perçu en 2020 25 _____ \$
- c) le pouvoir d'imposer sur son territoire toute taxe municipale en vertu des articles 500.1 à 500.5 LCV (1000.1 à 1000.5 CM). 26 27
- Si oui, indiquer le montant total perçu en 2020 28 _____ \$
- d) le pouvoir d'imposer toute redevance pour contribuer au financement d'un régime de réglementation en vertu des articles 500.6 à 500.11 LCV (1000.6 à 1000.11 CM). 29 30
- Si oui, indiquer le montant total perçu en 2020 31 _____ \$
7. La municipalité a-t-elle compétence en matière d'évaluation foncière (article 5 LFM)? 32 33
- Si oui, a-t-elle délégué l'exercice de sa compétence en matière d'évaluation à une MRC, à une autre municipalité ou à une communauté métropolitaine (article 195 LFM)? 34 35
- Si oui, indiquer le nom des organismes parties à l'entente conclue à cet effet ainsi que la durée de l'entente :
8. La municipalité a-t-elle perçu des contributions monétaires en vertu :
- a) du paragraphe 1° du premier alinéa de l'article 145.21 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme auprès des requérants d'un permis de construction ou de lotissement ou d'un certificat d'autorisation ou d'occupation? 36 37
- Si oui, indiquer le montant total perçu en 2020 38 _____ \$
- b) du paragraphe 2° du premier alinéa de l'article 145.21 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme auprès des requérants d'un permis de construction ou de lotissement ou d'un certificat d'autorisation ou d'occupation? 39 40
- Si oui, indiquer le montant total perçu en 2020 41 _____ \$
9. La municipalité a-t-elle attribué des crédits de taxes ou d'autres formes d'aide financière en vertu des articles 92.1 à 92.7 de la Loi sur les compétences municipales (chapitre C-47.1)? 42 43
- Si oui, indiquer les montants attribués pour l'exercice :
- a) crédits de taxes 44 _____ \$
- b) autres formes d'aide 45 _____ \$

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

10. Richesse foncière aux fins de la péréquation de 2020
- Valeur qui résulte de la capitalisation des revenus provenant de l'article 222 LFM selon le taux global de taxation réel non uniformisé de 2020 46 _____ \$
- Facteur comparatif de 2020 47 _____
- Valeur uniformisée 48 _____ \$
11. Montant de l'aide financière reçue ou à recevoir en 2020 dans le cadre du *Volet entretien du réseau local* (ERL) du Programme d'aide à la voirie locale de la part du MTQ 49 _____ \$
- Total des frais encourus admissibles au volet ERL :
- a) Dépenses de fonctionnement (excluant l'amortissement)
- Dépenses relatives à l'entretien d'hiver 50 _____ \$
 - Dépenses autres que pour l'entretien d'hiver 51 _____ \$
- b) Dépenses d'investissement 52 _____ \$
- c) Total des frais encourus admissibles 53 _____ \$
- d) Description des dépenses d'investissement :
- Numéro et date de la résolution par laquelle le conseil municipal atteste de la véracité des frais encourus et du fait qu'ils l'ont été sur des **routes locales de niveaux 1 et 2** :
- a) Numéro de la résolution 54 _____
- b) Date d'adoption de la résolution 55 _____
12. La municipalité a-t-elle adopté un plan de sécurité civile dans lequel sont consignées des mesures de préparation aux sinistres établies conformément aux dispositions du *Règlement sur les procédures d'alerte et de mobilisation et les moyens de secours minimaux pour protéger la sécurité des personnes et des biens en cas de sinistre*? 56 57
- Si oui, indiquer le numéro et la date de la résolution par laquelle le conseil municipal a adopté un plan de sécurité civile conforme aux dispositions de ce règlement :
- a) Numéro de la résolution 58 2019-11-328
- b) Date d'adoption de la résolution 59 2019-11-04
13. Règlement d'application de la Loi visant à favoriser la protection des personnes par la mise en place d'un encadrement concernant les chiens
- Signalements de blessures infligées par un chien au cours de l'exercice*
- a) Nombre de signalements reçus d'un médecin vétérinaire (art. 2) 60 _____
- b) Nombre de signalements reçus d'un médecin (art. 3) 61 _____
- Normes relatives à l'encadrement et à la possession des chiens*
- c) Nombre de chiens soumis à l'examen d'un médecin vétérinaire au cours de l'exercice (art. 5) 62 _____
- d) Nombre et race de chiens déclarés potentiellement dangereux par la municipalité au cours de l'exercice (art. 8 et 9) : 63 _____
- Indiquer la race de chien
- e) Nombre et race de chiens euthanasiés au cours de l'exercice parce qu'il a mordu ou attaqué une personne et (art. 10) : 64 _____
- a causé sa mort

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

Indiquer la race de chien

- lui a infligé une blessure grave

65 _____

Indiquer la race de chien

- f) Nombre total de chiens enregistrés auprès de la municipalité (art. 16)
- g) Nombre total de chiens déclarés potentiellement dangereux enregistrés auprès de la municipalité

66 _____

67 _____

Dispositions pénales

- h) Nombre de constats d'infraction délivrés par la municipalité au cours de l'exercice en vertu du Règlement (art. 33, 34, 35, 37, 38 et 39)
- i) La municipalité a-t-elle un règlement municipal comprenant des normes plus sévères que celles prévues par le Règlement?

68 _____

69 70

Taux global de taxation réel

Exercice terminé le 31 décembre 2020

Table des matières

Rapport de l'auditeur indépendant sur le taux global de taxation réel	1
Taux global de taxation réel	3

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT SUR LE TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL

Au trésorier de la Municipalité de Beaumont,

Opinion

Nous avons effectué l'audit de l'état établissant le taux global de taxation réel de la Municipalité de Beaumont (ci-après la « municipalité ») pour l'exercice terminé le 31 décembre 2020 (ci-après l'« état »).

À notre avis, l'état ci-joint a été préparé, dans tous ses aspects significatifs, conformément aux dispositions de la section III du chapitre XVIII.1 de la Loi sur la fiscalité municipale (RLRQ, chapitre F-2.1) (ci-après les « exigences légales »).

Fondement de l'opinion

Nous avons effectué notre audit conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit de l'état » du présent rapport. Nous sommes indépendants de l'entité conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à notre audit de l'état au Canada et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Observation - Référentiel comptable

Nous attirons l'attention sur la section III du chapitre XVIII.1 de la Loi sur la fiscalité municipale (chapitre F-2.1) qui décrit le référentiel comptable appliqué. L'état a été préparé afin de permettre à la municipalité de répondre aux exigences de l'article 176 du Code municipal du Québec (chapitre C-27.1). En conséquence, il est possible que l'état ne puisse se prêter à un usage autre. Notre opinion n'est pas modifiée à l'égard de ce point.

Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard de l'état

La direction est responsable de la préparation de l'état conformément aux exigences légales, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'un état exempt d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière de la municipalité.

Responsabilité de l'auditeur à l'égard de l'audit de l'état

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que l'état est exempt d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT SUR LE TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL

pas qu'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce qu'elles, individuellement ou collectivement, puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs de l'état prennent en se fondant sur celui-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

- nous identifions et évaluons les risques que l'état comporte des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en oeuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;

- nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de la municipalité;

- nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, le cas échéant, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière.

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.



LEMIEUX NOLET S.E.N.C.R.L., Comptables professionnels agréés
CPA auditeur, CA, permis de comptabilité publique no A116115
Lévis (Québec), le 7 juin 2021

TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

REVENUS ADMISSIBLES

Revenus de taxes	1	3 753 253
Total des crédits et dégrèvements relatifs uniquement aux taxes foncières, pris en compte dans les revenus de taxes	2	
Ajouter		
Revenus de taxes de l'exercice 2020 provisionnés pour contestations d'évaluation foncière	3	
Crédits en vertu de l'article 92.1 de la Loi sur les compétences municipales	4	
Déduire		
Taxes d'affaires	5	
Taxes foncières imposées en vertu du 1 ^{er} alinéa de l'article 208 LFM	6	
Différence que l'on obtient en soustrayant du total des taxes sur les immeubles non résidentiels et industriels, le montant des revenus en application du taux de base	7	
Taxes aux fins du financement des centres d'urgence 9-1-1	8	13 365
Autres taxes non reconnues aux fins du calcul du taux global de taxation réel	9	
Revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation réel	10	3 739 888

ÉVALUATION DES IMMEUBLES IMPOSABLES

Évaluation des immeubles imposables au 1 ^{er} janvier 2020 en tenant compte de toutes modifications et mises à jour qui ont un effet à cette date	11	423 044 600
Évaluation des immeubles imposables au 31 décembre 2020 en tenant compte de toutes modifications et mises à jour qui ont un effet à cette date	12	429 117 600
Évaluation des immeubles imposables aux fins du calcul du taux global de taxation réel (Somme des lignes 11 et 12, le tout divisé par 2)	13	426 081 100

TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL DE 2020 (Ligne 10 ÷ ligne 13 x 100)	14	0,8777 / 100 \$
----------------------------------------------------------------------------	----	-----------------

**QUESTIONNAIRE ADMINISTRATIF
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020**

Non audité

OUI NON S.O.

1. Est-ce que le rapport financier est consolidé? 1 2
- Un rapport financier consolidé comprend la consolidation ligne par ligne des organismes contrôlés et des partenariats. S'il n'y a pas de consolidation ligne par ligne mais uniquement la comptabilisation d'entreprises municipales ou de partenariats commerciaux selon la méthode modifiée de comptabilisation à la valeur de consolidation, cochez « Non ».
- Si oui, présentez-vous le budget consolidé? 3 4
2. La présentation du budget étant facultative aux pages S27 et S28 du rapport financier, et aux pages S39 et S41 (si applicable) des autres renseignements financiers non audités, est-ce que l'organisme municipal souhaite y présenter le budget? 5 6
3. Bien que les normes sur les instruments financiers du secteur public soient applicables aux organismes municipaux à compter de 2022 seulement, un organisme peut choisir de les appliquer de façon anticipée. Est-ce que l'organisme applique ces normes de façon anticipée? 7 8

Les questions 4 à 6 s'appliquent aux MRC et aux municipalités exerçant certaines compétences de MRC seulement. Pour tout autre organisme, veuillez inscrire S.O.

4. La MRC ou la municipalité est-elle responsable d'un Fonds local d'investissement (FLI)? 9 10 11
5. La MRC ou la municipalité est-elle responsable d'un Fonds local de solidarité (FLS)? 12 13 14
6. La MRC ou la municipalité a-t-elle signé avec le MERN une entente de délégation de la gestion foncière et de la gestion de l'exploitation du sable et du gravier sur les terres du domaine de l'État? 15 16 17

La question 7 s'applique aux municipalités de 100 000 et plus, aux sociétés de transport en commun, ainsi qu'aux régies intermunicipales concernées. Pour tout autre organisme, veuillez inscrire S.O.

7. Le vérificateur général émet-il un rapport d'audit sur le rapport financier? 18 19 20
- Si oui, émet-il un rapport conjoint avec l'auditeur indépendant? 21 22

Données prévisionnelles non auditées

Exercice se terminant le 31 décembre 2021

Table des matières

Revenus de taxes	1
Revenus de compensations tenant lieu de taxes	2
Calcul de certains revenus de taxes	3
Taux des taxes	5
Taux global de taxation prévisionnel	6
Répartition des revenus de taxes par catégories d'immeubles	7
Questionnaire	9

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
REVENUS DE TAXES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité

TAXES

SUR LA VALEUR FONCIÈRE

Taxes générales		
Taxe foncière générale	1	2 512 162
Taxes spéciales		
Service de la dette	2	245 218
Activités de fonctionnement	3	101 132
Activités d'investissement	4	
Taxes de secteur		
Taxes spéciales		
Service de la dette	5	230 966
Activités de fonctionnement	6	
Activités d'investissement	7	
Autres	8	31 241
	9	3 120 719

SUR UNE AUTRE BASE

Taxes, compensations et tarification		
Services municipaux		
Eau	10	120 652
Égout	11	121 466
Traitement des eaux usées	12	72 968
Matières résiduelles	13	336 555
Autres		
▪	14	
▪	15	
▪	16	
Centres d'urgence 9-1-1	17	15 000
Service de la dette	18	
Pouvoir général de taxation	19	
Activités de fonctionnement	20	
Activités d'investissement	21	
	22	666 641
Taxes d'affaires		
Sur l'ensemble de la valeur locative	23	
Autres	24	
	25	
	26	666 641
	27	3 787 360

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
REVENUS DE COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2021

*Non audité***COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES****GOVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES**

Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement

Taxes sur la valeur foncière	1	
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	2	
Taxes d'affaires	3	
Compensations pour les terres publiques	4	
	5	

Immeubles des réseaux

Santé et services sociaux	6	3 246
Cégeps et universités	7	
Écoles primaires et secondaires	8	18 663
	9	21 909

Autres immeubles

Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux		
Taxes sur la valeur foncière	10	
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	11	
Taxes d'affaires	12	
	13	
	14	21 909

GOVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES

Taxes sur la valeur foncière	15	150
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	16	
Taxes d'affaires	17	
	18	150

ORGANISMES MUNICIPAUX

Taxes sur la valeur foncière	19	
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	20	
	21	

AUTRES

Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité	22	
Autres	23	
	24	
	25	22 059

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
CALCUL DE CERTAINS REVENUS DE TAXES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité

		Assiette d'application imposable	Taux adopté	Revenus bruts	Crédits / Dégrèvements	Dotation à la provision	Autres ajustements	Revenus nets
Taxes sur la valeur foncière								
Taxes générales								
Taxe foncière générale (taux unique)	1	424 640 000 x	0,5971 /100 \$	2 512 162				
Taxe foncière générale (taux variés)								
Résiduelle (résidentielle et autres)	2		x /100 \$					
Immeubles de 6 logements ou plus	3		x /100 \$					
Immeubles non résidentiels	4		x /100 \$					
Immeubles industriels	5		x /100 \$					
Terrains vagues desservis								
Immeubles non résidentiels	6		x /100 \$					
Autres	7		x /100 \$					
Immeubles agricoles	8		x /100 \$					
Total	9			2 512 162	()	()		2 512 162
Taxes spéciales								
Service de la dette (taux unique)	10	424 640 000 x	0,0577 /100 \$	245 218				
Service de la dette (taux variés)								
Résiduelle (résidentielle et autres)	11		x /100 \$					
Immeubles de 6 logements ou plus	12		x /100 \$					
Immeubles non résidentiels	13		x /100 \$					
Immeubles industriels	14		x /100 \$					
Terrains vagues desservis								
Immeubles non résidentiels	15		x /100 \$					
Autres	16		x /100 \$					
Immeubles agricoles	17		x /100 \$					
Total	18			245 218	()	()		245 218

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
CALCUL DE CERTAINS REVENUS DE TAXES (suite)
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité

		Assiette d'application imposable	Taux adopté	Revenus bruts	Crédits / Dégrèvements	Dotation à la provision	Autres ajustements	Revenus nets
Taxes sur la valeur foncière								
Taxes générales								
Taxes spéciales								
Activités de fonctionnement (taux unique)	19	424 640 000 x	0,0238 /100 \$	101 132				
Activités de fonctionnement (taux variés)								
Résiduelle (résidentielle et autres)	20		x /100 \$					
Immeubles de 6 logements ou plus	21		x /100 \$					
Immeubles non résidentiels	22		x /100 \$					
Immeubles industriels	23		x /100 \$					
Terrains vagues desservis								
Immeubles non résidentiels	24		x /100 \$					
Autres	25		x /100 \$					
Immeubles agricoles	26		x /100 \$					
Total	27			101 132	()	()		101 132
Taxes spéciales								
Activités d'investissement (taux unique)	28		x /100 \$					
Activités d'investissement (taux variés)								
Résiduelle (résidentielle et autres)	29		x /100 \$					
Immeubles de 6 logements ou plus	30		x /100 \$					
Immeubles non résidentiels	31		x /100 \$					
Immeubles industriels	32		x /100 \$					
Terrains vagues desservis								
Immeubles non résidentiels	33		x /100 \$					
Autres	34		x /100 \$					
Immeubles agricoles	35		x /100 \$					
Total	36				()	()		
		Valeur locative imposable						
Taxe d'affaires sur la valeur locative	37		x %		()	()		

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
TAUX DES TAXES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité**Compensations et tarification pour services municipaux résidentiels**
(montant fixe)**Par unité de logement**

Eau	1	<u>112,97 \$</u>
Égout	2	<u>164,55 \$</u>
Eau et égout	3	<u>277,52 \$</u>
Traitement des eaux usées	4	<u>103,50 \$</u>
Matières résiduelles	5	<u>202,50 \$</u>

Autres taxes et compensations, et autres modes de tarification

Description	Taux	Code	Préciser
Dettes à l'ensemble	0,0577	1 - du 100 \$ d'évaluation	
Dettes fonds de roulement	0,0202	1 - du 100 \$ d'évaluation	
Dettes réserve incendie	0,0035	1 - du 100 \$ d'évaluation	
Dettes assainissement	0,0611	1 - du 100 \$ d'évaluation	
Dettes recherche en eau	0,0116	1 - du 100 \$ d'évaluation	
Dettes puits	0,0439	1 - du 100 \$ d'évaluation	
Dettes aqueduc/égout Charles-Couillard	0,0019	1 - du 100 \$ d'évaluation	Secteur
Dettes égout Charles-Couillard	0,1041	1 - du 100 \$ d'évaluation	Secteur
Dettes aqueduc Charles-Couillard	0,1232	1 - du 100 \$ d'évaluation	Secteur
Dettes station de pompage Charles-Couillard	0,0318	1 - du 100 \$ d'évaluation	Secteur
Fonds de roulement - aqueduc	0,0045	1 - du 100 \$ d'évaluation	

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
TAUX GLOBAL DE TAXATION PRÉVISIONNEL
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité

REVENUS ADMISSIBLES

Revenus de taxes	1	3 787 360
Total des crédits et dégrèvements relatifs uniquement aux taxes foncières, pris en compte dans les revenus de taxes	2	

Ajouter

Revenus de taxes de l'exercice 2021 provisionnés pour contestations d'évaluation foncière	3	
Crédits en vertu de l'article 92.1 de la Loi sur les compétences municipales	4	

Déduire

Taxes d'affaires	5	
Taxes foncières imposées en vertu du 1 ^{er} alinéa de l'article 208 LFM	6	
Différence que l'on obtient en soustrayant du total des taxes sur les immeubles non résidentiels et industriels, le montant des revenus en application du taux de base	7	
Taxes aux fins du financement des centres d'urgence 9-1-1	8	15 000
Autres taxes non reconnues aux fins du calcul du taux global de taxation prévisionnel	9	
Revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation prévisionnel	10	3 772 360

ÉVALUATION DES IMMEUBLES IMPOSABLES AYANT SERVI À ÉTABLIR LES REVENUS DE LA TAXE FONCIÈRE GÉNÉRALE	11	424 640 000
---------------------------------------------------------------------------------------------------------------	-----------	--------------------

TAUX GLOBAL DE TAXATION PRÉVISIONNEL DE 2021 (Ligne 10 ÷ ligne 11 x 100)	12	0,8884 / 100 \$
------------------------------------------------------------------------------------	-----------	------------------------

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
RÉPARTITION DES REVENUS DE TAXES PAR CATÉGORIES D'IMMEUBLES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité

		Immeubles non résidentiels	Immeubles industriels	<u>Terrains vagues desservis</u>		6 logements ou plus	Immeubles agricoles
				Immeubles non résidentiels	Autres		
Taxes sur la valeur foncière							
Générales	1						
De secteur	2						
Autres	3						
Taxes sur une autre base							
Taxes, compensations et tarification							
Service de la dette	4						
Autres	5						
Taxes d'affaires							
Sur la valeur locative	6						
Autres	7						
	8						

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
RÉPARTITION DES REVENUS DE TAXES PAR CATÉGORIES D'IMMEUBLES (suite)
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité

		Résiduelle			Total
		Résidentielles	Agriculture Résidences	Autres	
Taxes sur la valeur foncière					
Générales	1				
De secteur	2				
Autres	3				
Taxes sur une autre base					
Taxes, compensations et tarification					
Service de la dette	4				
Autres	5				
Taxes d'affaires					
Sur la valeur locative	6				
Autres	7				
	8				

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
QUESTIONNAIRE
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité	OUI	NON	S.O.
1. La municipalité applique-t-elle, pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2021, les mesures fiscales suivantes?			
a) Régime d'impôt foncier à taux variés en vertu de l'article 244.29 LFM			
▪ Pour la taxe foncière générale	1 <input type="checkbox"/>	2 <input checked="" type="checkbox"/>	
▪ Pour une ou des taxes spéciales en vertu des articles 979.1 et 979.2 du CM ou des articles 487.1 et 487.2 de la LCV	3 <input type="checkbox"/>	4 <input type="checkbox"/>	5 <input checked="" type="checkbox"/>
b) Une ou des sous-catégories d'immeubles dans la catégorie des immeubles non résidentiels en vertu des articles 244.64.1 à 244.64.8 LFM	6 <input type="checkbox"/>	7 <input type="checkbox"/>	8 <input checked="" type="checkbox"/>
▪ Décrire chaque sous-catégorie avec son assiette d'application imposable et son taux adopté.			
c) Des taux de taxes foncières distincts aux immeubles non résidentiels et / ou aux immeubles industriels en fonction de l'évaluation foncière en vertu de l'article 244.64.9 LFM	9 <input type="checkbox"/>	10 <input type="checkbox"/>	11 <input checked="" type="checkbox"/>
▪ Pour chaque catégorie et sous-catégorie, décrire chaque tranche d'imposition distincte avec son assiette d'application imposable et son taux adopté.			
d) Étalement de la variation de valeur des unités admissibles en vertu des articles 253.27 à 253.35 LFM			
▪ Pour l'ensemble des immeubles imposables et compensables	12 <input type="checkbox"/>	13 <input type="checkbox"/>	14 <input checked="" type="checkbox"/>
▪ Pour les immeubles non résidentiels imposables et compensables seulement (incluant les immeubles industriels)	15 <input type="checkbox"/>	16 <input type="checkbox"/>	17 <input checked="" type="checkbox"/>
▪ Pour les immeubles imposables et compensables autres que non résidentiels et industriels	18 <input type="checkbox"/>	19 <input type="checkbox"/>	20 <input checked="" type="checkbox"/>
2. La municipalité applique-t-elle, pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2021, la mesure de diversification transitoire des taux de certaines taxes foncières (art. 253.54 à 253.62 LFM)?	21 <input type="checkbox"/>	22 <input checked="" type="checkbox"/>	
3. La municipalité recevra-t-elle du MAPAQ des remboursements de taxes de 2021 pour des exploitations agricoles enregistrées?	23 <input checked="" type="checkbox"/>	24 <input type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer le montant.	25	113 131	\$
4. Richesse foncière - Évaluation équivalente découlant de la capitalisation des revenus provenant de l'application de l'article 222 LFM (utilisée au calcul de la richesse foncière uniformisée de l'année suivante)	26		\$
5. Date d'adoption du budget par le conseil	27	2020-12-16	
6. Total des charges prévues au budget (incluant l'amortissement)	28	3 971 643	\$
7. Remboursement de la dette à long terme prévu au budget	29	345 200	\$
8. Frais de financement — Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge de l'organisme municipal, prévus au budget	30	178 080	\$
9. Affectation de l'excédent de fonctionnement non affecté prévue au budget	31	30 000	\$